

Règlement de consultation

Accord-cadre pour la maintenance préventive et curative des dispositifs de protection ventilée des laboratoires de l'IFREMER et prestations connexes.

N° 251000002

Date limite de remise des offres : 18/02/2025 à 17h00

IFREMER

1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. Présentation de l'IFREMER | 4 |
| 2. Objet de la consultation | 5 |
| 3. Cadre de la consultation | 5 |
| 3.1. Procédure de passation | 5 |
| 3.2. Type de marché | 5 |
| 3.3. Modification du marché..... | 5 |
| 3.4. Allotissement | 5 |
| 3.5. Forme du marché..... | 6 |
| 3.6. Montants..... | 6 |
| 3.7. Classification CPV | 7 |
| 3.8. Cautionnement et garanties exigées | 7 |
| 3.9. Modalités d'attribution | 7 |
| 3.10. CCAG | 8 |
| 3.11. Variantes à l'initiative du candidat | 8 |
| 3.12. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) | 8 |
| 3.13. Unité monétaire..... | 8 |
| 3.14. Langue de rédaction des propositions | 8 |
| 3.15. Délai de validité des offres..... | 8 |
| 3.16. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption | 8 |
| 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION | 8 |
| 4.1. Contenu du dossier de consultation | 8 |
| 4.2. Modification de détail au dossier de consultation | 9 |
| 4.3. Vérification des documents de la consultation | 9 |
| 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 9 |
| 5.1. Document à produire au stade de la candidature | 9 |
| 5.2. Document à produire au stade de l'offre..... | 11 |
| 6. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES | 12 |
| 7. CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES..... | 13 |
| 8. CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES..... | 14 |
| 8.1. Calcul de la note prix (à partir des montants en € HT) | 14 |

| | |
|--|----|
| 8.2. Calcul de la note qualité technique (QT), de note taux de couverture (TC) et de la note RSE | 14 |
| 8.3. Calcul de la note finale | 15 |
| 9. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU | 15 |
| 10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES | 16 |
| 11. CALENDRIER PREVISIONNEL | 16 |
| 12. DOCUMENT A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU | 17 |

1. Présentation de l'IFREMER

Établissement public à caractère industriel et commercial, l'Ifremer est placé sous la tutelle conjointe du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, du ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire et du secrétariat d'Etat chargé de la mer et de la biodiversité.

Ses missions sont :

- connaître, évaluer et mettre en valeur les ressources des océans et permettre leur exploitation durable ;
- améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d'évolution de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier ;
- favoriser le développement économique du monde maritime ;

Pour atteindre ces objectifs, l'Ifremer concentre son action dans les domaines suivants :

- la recherche ;
- l'expertise d'intérêt public (surveillance de l'environnement littoral et contrôle de la qualité des produits de la mer) ;
- la mise à disposition de moyens (flotte océanographique et développement technologique) ;
- le transfert vers les entreprises et la valorisation de ses activités.

Ses domaines d'activités sont :

- surveillance, usage et mise en valeur des mers côtières ;
- surveillance et optimisation des productions aquacoles ;
- ressources halieutiques, exploitation durable et valorisation ;
- exploration et exploitation des fonds océaniques ;
- circulation et écosystèmes marins, évolution et prévision ;
- grands équipements pour l'océanographie.

Principales coopérations internationales :

L'Ifremer travaille en réseau avec la communauté scientifique française et internationale, et en partenariat avec des organismes de nombreux pays. La coopération de l'Ifremer est centrée sur des grands programmes internationaux, sur l'Outre-mer, sur l'International (Etats-Unis, Canada, Japon, Chine, Brésil, ...), et sur une politique méditerranéenne associant l'Europe à la rive Sud de la Méditerranée. Les coopérations internationales de l'Ifremer permettent un meilleur partage de la connaissance, du savoir-faire et des échanges de compétences scientifiques.

Ses actions internationales s'appuient sur :

- une volonté de l'Union Européenne d'internationaliser la recherche européenne ;
- une démarche internationale de l'Agence Nationale pour la Recherche ;
- une dimension méditerranéenne croissante.

L'IFREMER en quelques chiffres :

- 1500 personnes, 2000 en incluant les filiales et laboratoires associés ;
- budget annuel d'environ 213 M€ (hors opérations internes) ;
- 30 sites géographiques en métropole et DROM-COM.

2. Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et curative des dispositifs de protection ventilée des sites de l'IFREMER ainsi que des prestations connexes.

3. Cadre de la consultation

3.1. Procédure de passation

La procédure retenue est l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la commande publique.

3.2. Type de marché

Le marché objet de la consultation est un marché de service.

3.3. Modification du marché

Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public en application des articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

3.4. Allotissement

Le présent marché est alloti de la façon suivante :

- Lot 1 : Maintenance préventive et curative des dispositifs ventilés (sans accès en toiture) des sites IFREMER en Bretagne
- Lot 2 : Maintenance préventive et curative des dispositifs ventilés des sites IFREMER de Nantes et Bouin
- Lot 3 : Maintenance préventive et curative des dispositifs ventilés des sites IFREMER de La Tremblade et Arcachon
- Lot 4 : Maintenance préventive et curative des dispositifs ventilés du site IFREMER de Boulogne sur Mer
- Lot 5 : Maintenance préventive et curative des dispositifs ventilés du site IFREMER de Port-En-Bessin
- Lot 6 : Maintenance préventive et curative des dispositifs ventilés des sites IFREMER de Palavas Les Flots, Sète et Montpellier
- Lot 7 : Maintenance préventive et curative des dispositifs ventilés du site IFREMER de la Seyne Sur Mer
- Lot 8 : Maintenance préventive et curative des dispositifs ventilés (avec accès en toiture) pour le périmètre des sites IFREMER en Bretagne

Les candidats peuvent librement soumissionner à un, plusieurs ou la totalité des lots, en fonction de leurs capacités et compétences.

3.5. Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commandes en application des articles L2125-1 et R2162-3 du Code de la Commande Publique.

3.6. Montants du marché

Les prix des prestations sont listés dans le Bordereau des prix unitaires (BPU).

Conformément à l'article R. 2164-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre comporte les montants minimum et maximum suivants :

Lot 1 :

Montant minimum sur toute la durée du marché : 0 € HT.

Montant maximum sur toute la durée du marché : 500 000 € HT.

Lot 2 :

Montant minimum sur toute la durée du marché : 0 € HT.

Montant maximum sur toute la durée du marché : 740 000 € HT.

Lot 3 :

Montant minimum sur toute la durée du marché : 0 € HT.

Montant maximum sur toute la durée du marché : 200 000 € HT.

Lot 4 :

Montant minimum sur toute la durée du marché : 0 € HT.

Montant maximum sur toute la durée du marché : 80 000 € HT.

Lot 5 :

Montant minimum sur toute la durée du marché : 0 € HT.

Montant maximum sur toute la durée du marché : 70 000 € HT.

Lot 6 :

Montant minimum sur toute la durée du marché : 0 € HT.

Montant maximum sur toute la durée du marché : 26 000 € HT.

Lot 7 :

Montant minimum sur toute la durée du marché : 0 € HT.

Montant maximum sur toute la durée du marché : 14 000 € HT.

Lot 8 :

Montant minimum sur toute la durée du marché : 0 € HT.

Montant maximum sur toute la durée du marché : 500 000 € HT.

Le Pouvoir adjudicateur ou son représentant s'engage à ne pas dépasser le montant maximum défini ci-dessus. Ce montant maximum peut toutefois ne pas être atteint et le titulaire ne pourra élever de réclamations ou remettre en cause les prix du marché. En revanche le titulaire s'engage à pouvoir assurer l'exécution des prestations à hauteur de ce montant maximum.

Les quantités définies dans le cadre de devis quantitatif et estimatif sont purement indicatives. Elles n'engagent donc pas le pouvoir adjudicateur.

3.7. Classification CPV

Les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

- 50324200-4 Services de maintenance préventive
- 50000000-5 Services de réparation et d'entretien

3.8. Cautionnement et garanties exigées

Le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'une retenue de garantie.

3.9. Modalités d'attribution

Le marché sera attribué :

- soit à une entreprise individuelle,
- soit à des entreprises groupées.

Les opérateurs économiques se constituent en groupement selon la forme qu'ils souhaitent, à savoir en groupement solidaire ou en groupement conjoint.

Pour les entreprises présentant leur offre sous forme de groupement :

- un des prestataires sera désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire du groupement ;
- En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.
- en cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser ;
- les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.
- Les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du marché (copie des habilitations à nous fournir).

Possibilité de présenter pour le(s) marché(s) public(s) plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements : oui
- En qualité de membres de plusieurs groupements : oui

3.10.CCAG

Le présent marché fera référence au CCAG/FCS du 30 mars 2021 qui approuve les clauses générales administratives applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

3.11.Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes libres entreprises ne sont pas autorisées.

3.12.Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le présent marché ne prévoit pas des Prestations supplémentaires éventuelles.

3.13.Unité monétaire

L'unité monétaire est l'Euro.

3.14.Langue de rédaction des propositions

Les pièces des offres seront rédigées en français.

3.15.Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

3.16.Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Le candidat au marché s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts. Il s'agit de toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1. Contenu du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur fournira au candidat le dossier de consultation comprenant :

- le présent règlement de la consultation (RC) commun à tous les lots;
- l'acte d'engagement (AE) spécifique à chaque lot ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et les annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots et les CCTP spécifiques à chaque lot, ainsi que les annexes associées ;

- le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif et estimatif (DQE) pour chaque lot ; à compléter par le candidat ;
- le cadre du mémoire technique commun à tous les lots ; à compléter par le candidat ;
- la déclaration sur l'honneur ; à signer par le candidat.

Ce dossier est disponible sur la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.2. Modification de détail au dossier de consultation

L'IFREMER se réserve le droit d'apporter, au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite de remise des offres finales, des modifications de détail au dossier de consultation. La personne publique informera tous les candidats dans les conditions respectueuses du principe d'égalité.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de la nouvelle date.

4.3. Vérification des documents de la consultation

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au dossier de la consultation. Néanmoins, ils ont l'obligation de vérifier que ces documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions, imprécision ou contradictions qui sont normalement décelables par un professionnel et de les signaler au pouvoir adjudicateur 15 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Dans le cas où des erreurs auraient été signalées au pouvoir adjudicateur dans le délai susvisé, ce dernier portera à la connaissance de tous les candidats la suite donnée à l'observation.

En l'absence de prise en compte de ces remarques en cours de consultation par la modification du dossier de consultation, le candidat doit annexer à son acte d'engagement un état faisant apparaître ces erreurs, omissions ou contradictions, et présente, s'il y a lieu, une proposition complémentaire incluant le coût des prestations supplémentaires.

5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les candidatures et les offres des concurrents seront exprimées en **EURO**.

5.1. Document à produire au stade de la candidature

En application des dispositions de l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents mentionnés ci-après.

Retrouver le service permettant de remplir le DUME à l'adresse suivante :

<https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/espd/filter?lang=fr>

Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Le candidat remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

1°) Le formulaire DC1 (Lettre de candidature) disponible à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

2°) Le formulaire DC2 comportant notamment son chiffre d'affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par l'acheteur), la part du chiffre d'affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché, la présentation de la société avec l'implantation et l'organisation générale des services, la présentation de ses salariés (effectifs, qualification, formation, les profils des intervenants), la présentation des moyens mis en œuvre pour répondre à la présente consultation, les références (liste des principaux clients). Le DC2 est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

3°) Les attestations et déclarations ci-dessous :

- L'attestation permettant de justifier la qualité du signataire ou délégation de pouvoir identifiant le signataire par la personne habilitée à engager la société ;
- La déclaration sur l'honneur ci-joint à signer (voir annexe 1 au présent règlement de la consultation) ;
- La déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat s'engage à respecter et mettre en œuvre toutes les mesures liées au règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016).

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

Lorsque le candidat présente sa candidature sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, il peut utiliser l'un des services suivants :

- le "Service DUME" mis à disposition par l'Etat via <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ;
- le service mis à disposition par la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/tools/espd>.

NOTA : En application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, l'Ifremer se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Informations disponibles en ligne

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur public peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figure dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Conditions d'appréciation d'une candidature groupée

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières, une entreprise peut présenter sa candidature en groupement avec d'autres entreprises (personnes morales ou entreprises individuelles) ou recourir à la sous-traitance.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale : il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Néanmoins, dans ce cas, chaque entreprise constituant le groupement devra fournir l'ensemble des documents et renseignements relatifs à la candidature demandée dans l'avis de publicité et le présent règlement de consultation. Il en est de même en cas de sous-traitance.

Régularisation des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Code la commande publique, l'Ifremer se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

5.2. Document à produire au stade de l'offre

En application du Code de la commande publique, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé signé dès le dépôt de l'offre. Seul le soumissionnaire informé que son offre est retenue est tenu de la signer. Toutefois, afin de raccourcir les délais de traitement, le pouvoir adjudicateur incite les soumissionnaires à signer leur offre dès le dépôt du pli.

Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat,**
- **Le BPU / DQE complété, daté et signé**
- **Un mémoire technique.**

Toute documentation commerciale et/ou n'ayant pas un rapport direct avec une prescription de l'appel d'offres ne sera pas prise en compte. L'ensemble des pièces fournies dans le cadre

du présent appel d'offres doit être le plus concis possible aussi bien en termes de présentation que de contenu.

Régularisation des offres

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut cependant avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

6. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les offres papier sont interdites.

Le candidat doit transmettre **SON OFFRE PAR VOIE DEMATERIALISEE SUR LE SITE DE LA PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT « PLACE »**

Le candidat doit se rendre sur le site Internet :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Cette plate-forme de dématérialisation permet de :

- télécharger le dossier de consultation des entreprises, objet de la mise en concurrence, en acceptant les conditions d'accès et d'utilisation de la plate-forme (prérequis techniques, ...)
- poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation avant la remise des offres,
- répondre par voie électronique à la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique (sur la boîte mail de l'utilisateur inscrit) donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur. L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la plateforme ne sont pas traités comme des courriels indésirables ou des spams.

Présentation des dossiers et format des fichiers.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png et de documents .html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ; Macros ; ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai. La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre. Par exemple, en disposant d'une bande passante effective de 128 kbps, une minute est nécessaire pour télécharger un fichier de 1 Mo.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Copie de sauvegarde autorisée

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, le candidat qui envoie son offre par voie électronique peut également transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVS-ROM, clé USB....) ou sur support papier (support physique électronique non admis).

Cette copie de sauvegarde doit parvenir à l'IFREMER à date limite de remise des offres indiquées dans la publicité et en page de garde du présent règlement de la consultation.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde » AINSI que les mentions indiquées dans l'encadré ci-dessous.

La copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse suivante :

Par courrier recommandé avec A.R. à :
IFREMER
DAJF/Cellule Marchés
1625 route Sainte-Anne
CS10070
29280 PLOUZANE

La copie de sauvegarde, parvenue dans les délais de remise des offres, sera ouverte si la candidature ou l'offre transmise par voie électronique :

- contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;
- est réceptionnée hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- n'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

7. CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

1° Les candidats doivent disposer d'un niveau d'expérience suffisant, démontré par des références adéquates provenant de marchés exécutés antérieurement portant sur des prestations similaires en nature et volume de services.

2° Les candidats doivent avoir réalisé au cours des trois derniers exercices un chiffre d'affaire annuel en moyenne égale ou supérieur au montant minimum du marché.

8. CRITERE DE JUGEMENT DES OFFRES

L'Ifremer retiendra l'offre en fonction des critères pondérés définis ci-après :

- Prix des prestations : 50%,
- Qualité technique : 40% sur la base du mémoire technique complété par le candidat,
- Considération environnementale : 10%.

Chaque critère sera noté sur 20 puis pondéré.

8.1. Calcul de la note prix (à partir des montants en € HT)

Pour chaque lot, la note prix (NP) est calculée à partir du montant total HT indiqué dans le détail quantitatif et estimatif (DQE) complété par le candidat.

La note maximale de 20 est attribuée au candidat qui présente le montant total le moins élevé. Les notes des autres candidats sont attribuées selon la formule indiquée ci-dessous :

$$NP = 20 \times (\text{montant total HT du DQE le moins disant} / \text{montant total HT du DQE de l'offre analysée})$$

Pour le montant du DQE, l'Ifremer prendra pour comparaison uniquement les lignes chiffrées par l'ensemble des candidats.

Le montant total du DQE se calcule de la façon suivante :

Montant total DQE = montant total du DQE maintenance préventive + montant total du DQE maintenance curative

8.2. Calcul de la note qualité technique (QT) et de la note considération environnementale

Les notes sont appréciées sur la base du mémoire technique dans lequel le candidat doit répondre à des sous-critères.

Calcul de la note technique (NT) :

La note NT est notée sur 20 points et pondérée. Elle est appréciée sur la base des sous-critères suivants :

- Sous-critère 1 : Compétence des intervenants (sur 4 points)

- Formations, habilitations et expériences des intervenants du Titulaire (sur 3 points)
- Identification d'un interlocuteur unique et de l'organisation dédiée pour le suivi du marché (sur 1 point)

- Sous-critère 2 : Organisation des prestations de maintenance et qualité des livrables documentaires transmis (sur 16 points)

- Méthodologie du protocole de maintenance, description des organes des systèmes vérifiés et optimisation pour l'organisation des maintenances (sur 7 points)
- Qualité du rapport d'intervention : données obligatoires demandées, indication claire sur la vérification faite (maintenance préventive ou curative), expression de conformité ou non aux référentiels normatifs, exemple de rapport, recommandations techniques émises sur le rapport : exemple de préconisation émise (sur 4 points)
- Délai d'intervention pour maintenance curative (sur 4 points)
- Gestion des déchets dangereux (sur 1 point)

La note est attribuée selon le barème suivant :

- Réponse insuffisante : 0 % des points
- Réponse partielle à la demande ou passable : 25 % des points
- Réponse satisfaisante : 50 % des points
- Réponse très satisfaisante : 75 % des points
- Réponse très satisfaisante amenant des propositions innovantes : 100 % des points.

Calcul de la note considération environnementale (CE) :

La note « Considération Environnementale » est notée sur 20 points et pondérée.

La note est attribuée selon le barème suivant :

- Réponse insuffisante : 0 % des points
- Réponse partielle à la demande ou passable : 25 % des points
- Réponse satisfaisante : 50 % des points
- Réponse très satisfaisante : 75 % des points
- Réponse très satisfaisante amenant des propositions innovantes : 100 % des points.

Une offre qui n'est pas conforme aux prescriptions du CCTP est irrégulière. Elle n'est pas analysée et rejetée. Elle peut cependant être régularisée dans les conditions fixées à l'article 6.2. du présent règlement.

8.3. Calcul de la note finale

$$NF = 50 \% NP + 40 \% QT + 10\% CE$$

Le marché est attribué au candidat qui obtient la meilleure note finale (NF) sous réserve d'être à jour de ses cotisations fiscales et sociales.

En cas d'égalité de notes (NF), l'offre comportant la meilleure note qualité technique (QT) sera retenue.

9. DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE CANDIDAT RETENU

Afin de pouvoir notifier le marché, il sera demandé **au seul candidat retenu** de transmettre les certificats et attestations mentionnées ci-dessous :

- Extrait Kbis de moins de trois (3) mois ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation (articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail). Le titulaire fournit une liste indiquant pour chaque salarié sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité (daté de moins de 6 mois) ;
- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Chaque cotraitant et/ou sous-traitant présenté dans l'offre devra également transmettre ces certificats et attestations.

10. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les questions pourront être posées par les candidats jusqu'à 15 jours avant la date limite de remise des offres.

Les réponses par téléphone ne concerneront que des questions élémentaires. S'agissant de questions plus poussées d'ordre technique ou administratif le candidat doit obligatoirement poser sa question sur la plateforme de dématérialisation.

Contact pour tous renseignements : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

En cas d'impossibilité d'accéder à la plateforme, les candidats peuvent contacter la cellule marchés : cellule.marche@ifremer.fr / 02 98 22 46 96

11. CALENDRIER PREVISIONNEL

- Date de publication sur la plate-forme PLACE : 08/01/2024
- Réception des offres : 18/02/2025 à 17h00

12. ANNEXES

Annexe 1 : Date de visite obligatoire pour chaque site

Annexe 2 : Mémoire technique

Annexe 3 : Attestation de visite

Annexe 4 : Déclaration sur l'honneur

Annexe 5 : modèle de DC4